

Le masque est tombé Sansal, ou la fabrication d'un traître utile

par **Laala Bechetoula**

Il arrive un moment où la politesse intellectuelle devient une lâcheté. Un moment où continuer à parler de «controverse», de «débat» ou de «complexité» relève non plus de la nuance, mais de la complicité. Ce moment est arrivé.

Le cas Boualem Sansal n'est plus celui d'un écrivain. C'est celui d'une fonction. Une fonction polie, décorée, certifiée conforme — mais une fonction tout de même — mise au service d'un mécanisme ancien et parfaitement rôdé : délégitimer l'Algérie par la voix d'un Algérien jugé fréquentable.

On voudrait nous faire croire à une fable confortable : celle d'un dissident né par illumination morale, rejeté par un État obscurantiste pour la pureté de sa plume. Cette fable arrange tout le monde. Elle absout les institutions qui la relaient, elle simplifie l'histoire, elle blanchit les rapports de force. La réalité est plus triviale, donc plus dérangeante. Sansal fut longtemps un homme du système, intégré à l'administration algérienne, notamment au ministère de l'Industrie. Il a bénéficié de la stabilité, des réseaux et du capital symbolique que procure l'appareil d'État. Son départ, au début des années 2000, n'a jamais été clarifié publiquement de manière transparente. Les versions divergent, les silences persistent, les zones d'ombre demeurent. Et c'est précisément ce silence qui interroge.

Car une question demeure, lancinante, impossible à étouffer : quand et pourquoi cet homme s'est-il mué, presque instantanément, en écrivain radicalement aligné sur le récit français le plus sévère envers l'Algérie, et le plus indulgent envers les angles morts de la France coloniale ?

Personne ne devient «grande conscience» par accident. Il existe aujourd'hui une économie parfaitement assumée de la dissidence exportable. Elle ne fonctionne pas par contrat écrit, mais par incitations successives : invitations récurrentes, tribunes médiatiques, prix, distinctions, fauteuils. Le message implicite est limpide : plus vous confirmez ce que le centre pense déjà, plus il vous élève. Ce n'est pas une conspiration. C'est un marché.

Les prises de parole publiques de Sansal s'inscrivent clairement dans ce cadre. Dans un entretien accordé à *Le Monde* en 2015, au moment de la parution de *2084*, il déclarait : «*Le totalitarisme islamiste est aujourd'hui le danger majeur, plus grave encore que le fascisme du XX^e siècle*» Cette phrase n'est pas anodine. Elle inscrit explicitement son propos dans une hiérarchisation des violences qui résonne puissamment avec les peurs occidentales contemporaines, tout en évacuant la continuité historique des violences coloniales. Dans un autre entretien à *Die Welt*, il affirmait : «*Le monde arabe n'a jamais réglé son rapport à la religion et à la liberté*» Là encore, la formulation est globale, culturaliste, sans retour critique équivalent sur la responsabilité historique des puissances qui ont structuré ce monde.

Plus révélateur encore, dans une tribune reprise par plusieurs médias français après les attentats de 2015, Sansal expliquait que «*l'islam doit être soumis à la même critique radicale que le nazisme*». Cette analogie, qu'il assume et répète, a été saluée dans certains cercles intellectuels français et identitaires, précisément parce qu'elle permet de déplacer le centre de gravité du mal. Elle transforme une histoire politique, sociale et géopolitique en pathologie civilisationnelle. Elle rend la parole «indigène» immédiatement utilisable dans un débat français miné par l'héritage colonial.

L'épisode de 2012, lorsqu'il se rend à Jérusalem dans un contexte régional extrêmement tendu, constitue un autre jalon décisif. On peut défendre son droit à s'y rendre. On ne peut pas feindre l'innocence du symbole.

Cette séquence a provoqué son retrait du Prix du roman arabe et a marqué une rupture durable avec une large partie du monde intellectuel arabe et algérien. Dans un entretien à France Culture, il déclarait alors : «*Je n'ai pas de compte à rendre au monde arabe.*» Cette phrase, souvent citée en Algérie, a agi comme un révélateur : l'écrivain ne parlait plus depuis un espace partagé, mais depuis un ailleurs assumé.

À mesure que ces positions se sont affirmées, la consécration occidentale s'est accélérée. Prix, distinctions, Académie. Non parce que l'œuvre bouleversait les formes ou la langue, mais parce qu'elle rassurait. Parce qu'elle confirmait. Parce qu'elle ne contraignait jamais la France à regarder ses propres archives, ses crimes coloniaux, ses continuités de domination. Toute la sévérité était déplacée vers l'Algérie, l'islam, la mémoire nationale, le supposé échec culturel post-colonial.

Qu'un écrivain critique son pays est légitime. Qu'il le fasse depuis l'intérieur, en assumant la tragédie commune, est respectable. Mais qu'il adopte le regard, les mots et les hiérarchies morales de l'ancienne puissance coloniale, cela porte un nom dans toutes les histoires dominées. Ce nom, la France refuse de l'entendre. Les Algériens, eux, le reconnaissent immédiatement. Ils ont déjà vu ce scénario : l'indigène validé, le témoin à charge, celui qui explique son peuple à ceux qui l'ont écrasé, et qui est récompensé pour cela. Ce n'est pas de la littérature. C'est une fonction coloniale recyclée.

Chaque prix décerné à Sansal est ainsi perçu non comme une distinction esthétique, mais comme un geste politique. Une manière de dire : voilà l'Algérien que nous acceptons. Celui qui confirme. Celui qui accuse. Celui qui ne nous dérange jamais. Pendant ce temps, l'Algérie est décrite comme archaïque, violente, incapable de se penser autrement que dans l'échec. Et lorsque des Algériens refusent ce récit, on les accuse de censure, d'intolérance, de barbarie. L'inversion est parfaite.

La France n'a jamais cessé de travailler à ternir l'image de l'Algérie, par ses médias, ses éditorialistes, ses programmes scolaires, ses silences sur les crimes coloniaux, ses prudences sur les archives. Mais lorsque les Algériens retournent le miroir, Paris s'offusque. Ce miroir ne ment pas. Il montre un pays qui continue à se donner bonne conscience en sacrant ceux qui l'aident à se blanchir.

On voudrait interdire le mot «trahison». Le réservier aux tribunaux. Le disqualifier comme émotionnel. C'est une manœuvre. Dans une nation colonisée, la trahison n'est pas une invective : c'est une catégorie historique. Elle survient lorsque quelqu'un se nourrit d'un pays, en sort avec ce capital, puis revient pour le juger depuis la tribune de l'ancien dominateur. Ce schéma, des millions d'Algériens le reconnaissent sans dictionnaires ni séminaires. Ils n'ont pas besoin d'universités parisiennes pour le nommer.

La conclusion est simple, et elle dérange. Boualem Sansal n'est pas un grand écrivain. Il est un écrivain utile. Utile à une France qui n'a jamais accepté l'Algérie souveraine. Utile à une sphère raciste et coloniale qui a besoin d'un visage indigène pour continuer à parler de civilisation.

Ce texte n'appelle ni à la censure ni à la persécution. Il appelle à la fin de l'idolâtrie. À la fin du mensonge qui confond prix et génie, posture et profondeur, utilité politique et grandeur littéraire. L'Algérie n'a pas à s'excuser de refuser ses procureurs. Elle n'a pas à applaudir ceux qui parlent contre elle pour être aimés ailleurs.

Retourner le miroir n'est pas de la haine.

C'est un acte de dignité.